

Septembre 2006



منظمة الأغذية  
والزراعة  
للأمم المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food  
and  
Agriculture  
Organization  
of  
the  
United  
Nations

Organisation  
des  
Nations  
Unies  
pour  
l'alimentation  
et  
l'agriculture

Organización  
de las  
Naciones  
Unidas  
para la  
Agricultura  
y la  
Alimentación

F

## COMITÉ DES PÊCHES

### SOUS-COMITÉ DE L'AQUACULTURE

#### Troisième session

New Delhi (Inde), 4-8 septembre 2006

### POUR UNE MEILLEURE GESTION DE L'AQUACULTURE

#### RÉSUMÉ

L'aquaculture est critiquée pour ses effets négatifs, notamment d'un point de vue environnemental et social. Mais il ressort de nombreuses expériences passées ou en cours qu'une meilleure gestion permettrait d'atténuer, voire d'éviter ces effets négatifs et d'accroître la viabilité du secteur. L'aquaculture est un secteur en plein essor, qui se diversifie. Elle devrait permettre de satisfaire la demande croissante pour les produits alimentaires d'origine aquatique au cours des prochaines années. De ce fait, tous les intervenants placent la gestion du secteur aux premiers rangs de leurs priorités. Différentes méthodes sont appliquées pour tenter d'améliorer la gestion (codes de conduite, bonnes pratiques aquacoles, certification des pratiques et des produits, étiquetage, etc.), avec des degrés de réussite variés. Le présent document de travail traite de la situation actuelle en ce qui concerne l'application des pratiques améliorées de gestion et de la certification dans le domaine de l'aquaculture, en particulier de la crevetticulture, en faisant fond sur les données d'expérience recueillies au fil des ans par le Consortium sur la crevetticulture et l'environnement. Il fait également état des possibilités d'appliquer les pratiques améliorées de gestion à d'autres types de produits aquatiques et présente les Principes internationaux pour une crevetticulture responsable, élaborés par le Consortium. Le Sous-Comité est invité à: a) faire part de ses observations sur la situation en ce qui concerne la gestion de l'aquaculture, l'application de pratiques améliorées de gestion et la certification des pratiques et des produits aquacoles dans les États Membres; b) faire part de ses observations sur les possibilités d'élaborer et d'appliquer des pratiques améliorées de gestion et des systèmes de certification dans le domaine de l'aquaculture dans les États Membres, ainsi que sur les contraintes y afférentes; c) conseiller la FAO sur les mesures à prendre, pendant la période interessions, en vue de poursuivre l'élaboration de principes internationaux, de pratiques améliorées de gestion, de normes relatives à la certification et d'autres mécanismes visant l'amélioration de la gestion de l'aquaculture et d) faire part de son intérêt, le cas échéant, concernant une collaboration avec le Secrétariat sur ces principes et ces pratiques de gestion et sur la possibilité de les appliquer à d'autres produits aquatiques, et proposer son aide à cet effet.

Par souci d'économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)

1. Il a été dit que s'il fallait désigner du doigt le coupable des effets négatifs de l'aquaculture, il ne fallait pas rejeter la faute sur l'aquaculture en tant que telle, mais sur la façon dont elle est mise en oeuvre<sup>1</sup>. Ce qui implique, à juste titre, qu'il serait possible d'atténuer, voire d'éviter les effets négatifs de l'aquaculture grâce à une gestion plus responsable, qui permettrait d'améliorer la viabilité du secteur.
2. L'aquaculture est un secteur en plein essor, qui se diversifie. Décisive pour les approvisionnements alimentaires mondiaux, elle est en mesure de faire face à la demande croissante du secteur des produits alimentaires aquatiques ces prochaines années.
3. Il ressort des travaux de recherche récents et des analyses bibliographiques que le secteur aquacole mondial se développe en suivant quelques grandes tendances:
  - Augmentation de la demande pour les produits de l'aquaculture;
  - Intensification accrue des systèmes de production;
  - Diversification soutenue des systèmes de production et des espèces d'élevage;
  - Influence croissante des marchés, des échanges, des consommateurs et de la consommation;
  - Renforcement des réglementations et meilleure gouvernance.
4. Ces tendances ont pour effet combiné d'orienter les efforts vers une amélioration de la gestion globale du secteur, tant à l'échelle des exploitations qu'à celle du secteur (voir le document COFI:AQ/III/2006/8 pour des informations complémentaires).
5. Le processus de gestion englobe tous les aspects du secteur de l'aquaculture. Dans ce domaine, la gestion concerne une grande diversité d'actions et d'intervenants (ressources matérielles, services, usages en matière de production, politiques, institutions, recherche, actions entreprises par l'État, le secteur privé et la société civile, etc.). L'aquaculture étant un secteur de production complexe, les effets de la gestion améliorée ne se font pas ressentir simultanément à tous les niveaux, mais à mesure de l'application des différentes contraintes et priorités, qui peuvent être de nature réglementaire, économique, environnemental ou social, ou liées au marché.

### **Viabilité du secteur de l'aquaculture**

6. En raison des inquiétudes que suscitent certaines formes d'aquaculture (principalement l'élevage de crevettes et de saumons), considérées comme non durables d'un point de vue environnemental, inévitables d'un point de vue social et produisant des produits dont la sécurité sanitaire n'est pas garantie pour les consommateurs, des mesures ont été prises au fil des ans pour tenter de modifier l'image du secteur auprès du grand public et de satisfaire les exigences du marché. Les normes de sécurité sanitaire des aliments ont été renforcées et les règlements internationaux relatifs au commerce sont devenus plus stricts. De nombreux pays ont mis en place des politiques et des règlements régissant la durabilité du point de vue de l'environnement, en vertu desquels les aquaculteurs sont tenus de respecter des mesures plus rigoureuses d'atténuation des effets négatifs et de protection de l'environnement.
7. Dans certains pays, le secteur de l'aquaculture a pris l'initiative de ces évolutions, souvent dans le cadre du secteur privé, mieux organisé, afin de garantir la viabilité de l'aquaculture et d'éviter que des activités mal gérées entravent les opérations. Le secteur privé a fait des progrès considérables dans le domaine de la gestion des activités, comme en témoignent le nombre élevé d'exemples de gestion améliorée des systèmes de production qui ont permis de réduire les effets sur l'environnement et d'améliorer l'efficacité, notamment en ce qui concerne la rentabilité et ce, dans toutes les régions.

---

<sup>1</sup> T.A. Anderson and Sena De Silva. 1998. "Strategies for low pollution feed." *Aquaculture Asia* III (1) p 18-22.

8. À sa deuxième session, à l'issue de débats sur la viabilité de la crevetteculture, le Sous-Comité de l'aquaculture a recommandé à la FAO de mettre en œuvre les recommandations formulées lors de la Consultation d'experts sur les bonnes pratiques en matière de gestion et d'arrangements institutionnels et juridiques pour une crevetteculture durable, tenue à Brisbane (Australie) en décembre 2000<sup>2,3</sup>.

9. Dans plusieurs pays, les aquaculteurs, séparément ou de manière concertée, mettent en place des systèmes de certification environnementale des produits aquacoles, afin de montrer de manière tangible que leur production ne pollue pas, n'est pas vecteur de maladies et/ou n'est pas dangereuse pour l'environnement<sup>4,5</sup>. Certains pays tentent d'introduire des procédures de certification à médiation publique visant à certifier la sécurité sanitaire des produits aquacoles et à garantir qu'ils ont été produits conformément à des normes environnementales. La plupart des mesures prises dans le domaine de l'amélioration de la gestion concernent l'élevage du saumon et de la crevette, principalement en raison de leur valeur élevée à la consommation et de leur importance en tant que produits aux premiers rangs des échanges internationaux.

### **Principes internationaux pour une crevetteculture responsable**

10. Les membres du Consortium sur la crevetteculture et l'environnement, parmi lesquels figurent la FAO, la Banque mondiale, le Réseau de centres d'aquaculture pour la région Asie-Pacifique (NACA), le Fonds mondial pour la nature et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), se sont employés à mettre en œuvre ces recommandations pendant la période intersessions. Tirant partie des conclusions d'examen techniques et thématiques, de réunions, de consultations et d'études de cas effectués à l'échelle mondiale<sup>6</sup>, auxquels ont participé de nombreux intervenants (gouvernements, secteur privé, ONG, etc.) le Consortium a rédigé les *Principes internationaux pour une crevetteculture responsable*<sup>7</sup> (COFI:AQ/III/2006/Inf. 8).

11. Ces *Principes internationaux* reposent sur les fondements scientifiques établis grâce à plus de 35 études de cas complémentaires effectuées par une centaine de chercheurs issus de plus de 20 pays pratiquant la crevetteculture et mises au point à l'issue de consultations avec un nombre important de parties concernées en Asie, en Afrique et aux Amériques, ainsi que sur des éléments allant d'interventions spécifiques dans le cadre d'opérations uniques à un examen thématique des grandes questions liées à la crevetteculture. Ces études ont été effectuées dans l'objectif global de faire le point sur les expériences réalisées à l'échelle internationale et de les analyser, en vue de mieux comprendre les réussites et les échecs, ainsi que leurs causes. Les *Principes internationaux* ont ensuite été présentés et examinés lors d'un atelier international sur la crevetteculture, tenu à l'invitation du Gouvernement chinois, et organisé en collaboration par la FAO et le Réseau NACA à Beijing, en novembre 2004, et à l'occasion d'une session extraordinaire sur la gestion de

<sup>2</sup> FAO. 2003. Comité des pêches. Rapport de la deuxième session du Sous-Comité de l'aquaculture. Trondheim (Norvège), 7-11 août 2003. *FAO Rapport sur les pêches*, n° 716. Rome, FAO, 2003. 91p.

<sup>3</sup> FAO/Department of Agriculture, Fisheries and Forestry, Australie. 2001. Rapport de la Consultation FAO/Gouvernement australien d'experts sur les bonnes pratiques en matière de gestion et d'arrangements institutionnels et juridiques pour une crevetteculture durable. Brisbane (Australie), 4-7 décembre 2000. *FAO Rapport sur les pêches*, n° 659. Rome, FAO. 2001. 77p.

<sup>4</sup> ABCC. 2004. "Código de conduta para desenvolvimento sustentável e responsável da carcinicultura brasileira". ABCC - Associação des crevetteculteurs du Brésil.

<sup>5</sup> FAO. 2006. Situation mondiale de l'aquaculture 2006. *FAO Document technique sur les pêches* n° 500. Rome, FAO. xxxp (en cours d'élaboration).

<sup>6</sup> Banque mondiale, Réseau de centres d'aquaculture pour la région Asie-Pacifique, WWF et FAO. 2002. La crevetteculture et l'environnement. Consortium Banque mondiale, Réseau de centres d'aquaculture pour la région Asie-Pacifique, WWF et FAO. Analyse et confrontation d'expériences dans le domaine de la gestion améliorée de la crevetteculture dans les zones côtières. Rapport de synthèse. Publication du Consortium. 119p.

<http://www.enaca.org/modules/mydownloads/viewcat.php?cid=19>

<sup>7</sup> FAO/NACA/PNUE/Banque mondiale/WWF. 2006. International Principles for Responsible Shrimp Farming. Network of Aquaculture Centres in Asia-Pacific. Bangkok (Thaïlande). xxxp (In preparation).

l'aquaculture, qui s'est tenue lors de la Conférence de la Société internationale d'aquaculture organisée à l'invitation du Gouvernement indonésien en mai 2005. Ces réunions ont permis aux experts, aux scientifiques, aux producteurs, aux décideurs, aux représentants de la société civile et à d'autres intervenants de dialoguer en vue de dégager un consensus concernant les Principes.

12. Les *Principes internationaux* ont également été largement diffusés pour observations et contributions et mis à disposition du public, pour observations, sur Internet depuis le début de l'année 2005<sup>8</sup>. À sa dix-septième session (février 2006), le dixième Conseil d'administration du Réseau NACA a approuvé, après examen, les *Principes internationaux*, qui sont soumis au Sous-Comité parallèlement au présent document de travail, présenté à titre d'information (COFI:AQ/III/2006/Inf. 8).

13. Les *Principes internationaux* ont pour objet de définir des principes de gestion de la crevetticulture donnant des orientations sur l'application du Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable dans le secteur de la crevetticulture.

14. Les *Principes internationaux* traitent des questions techniques, environnementales, sociales et économiques liées à la crevetticulture et jettent les bases sur lesquelles les intervenants du secteur et les gouvernements peuvent s'appuyer pour garantir une gestion permettant d'améliorer la viabilité globale de la crevetticulture à l'échelle nationale, régionale et mondiale. Chaque principe est assorti d'une justification et de critères spécifiques favorisant leur application. Ces critères peuvent être utilisés par les États et par le secteur privé pour élaborer des codes d'usages plus spécifiques ou pour définir des pratiques de gestion de la crevetticulture adaptées aux conditions locales d'élevage et à l'environnement socioéconomique et écologique. Ces codes et ces pratiques de gestion peuvent ensuite être mis à profit pour élaborer des normes. Un système de certification permettant d'évaluer le respect des normes et d'homologuer les exploitations respectant ces dernières peut également être mis au point par le secteur public ou par d'autres intervenants ou partenaires appropriés.

15. Les intervenants peuvent s'appuyer sur les *Principes internationaux* pour collaborer en vue d'un développement plus durable de la crevetticulture. Les gouvernements, quant à eux, peuvent utiliser les Principes pour réviser (ou élaborer, le cas échéant), ajuster, financer et appliquer leurs cadres juridiques, politiques et administratifs, afin de tenir compte des caractéristiques et des besoins spécifiques du secteur, dans l'objectif de protéger et de mettre en valeur le secteur, l'environnement, d'autres usagers des ressources et les consommateurs. Le plus souvent, les législations et les directives en vigueur ont été élaborées à partir de celles définies pour d'autres secteurs et peuvent devoir être améliorées de façon à tenir compte de l'ensemble des composantes de la gestion de l'aquaculture. Il convient également de renforcer les accords, les capacités et les partenariats institutionnels, afin de garantir la coopération et la coordination de toutes les institutions concernées exerçant leur compétence dans le domaine des ressources naturelles et animales et de la santé publique.

16. Ces principes, qui sont au nombre de huit, traitent des éléments suivants: i) localisation des exploitations, ii) conception et construction des exploitations, iii) réduction au maximum de l'impact de l'utilisation des eaux, iv) utilisation responsable des stocks de géniteurs et des postlarves, v) utilisation rationnelle et gestion des aliments, vi) bonne gestion sanitaire, vii) garantie de la sécurité sanitaire des aliments et de la qualité des produits dérivés des crevettes et viii) responsabilité sociale.

### **Pratiques améliorées de gestion**

17. Plusieurs sens sont donnés à l'expression « pratiques améliorées de gestion ». Il peut s'agir de la meilleure façon connue d'entreprendre une activité à un moment donné. Dans cette acception, l'expression fait sans doute référence à la pratique ou aux pratiques d'un seul

---

<sup>8</sup> <http://www.enaca.org/modules/tinyd2/index.php?id=1>

producteur ou d'une poignée de producteurs. Les pratiques améliorées de gestion peuvent également être utilisées pour définir un petit nombre de pratiques, souvent différentes, qui permettent d'augmenter l'efficacité et la productivité et/ou de diminuer les impacts ou d'en atténuer les répercussions. Souvent, les pratiques améliorées sont requises par le gouvernement ou par d'autres entités afin d'encourager un niveau de performance acceptable minimum (et d'éliminer les mauvaises pratiques) concernant une activité spécifique. Dans cette acception, l'expression est utilisée par opposition à des pratiques non acceptables.

18. Dans le contexte de l'aquaculture, les pratiques améliorées de gestion ont été utilisées pour définir dans leurs grandes lignes les normes régissant l'élevage d'animaux et de plantes aquatiques. Dans le secteur, les pratiques améliorées de gestion ont surtout été élaborées pour l'élevage de la crevette et du saumon, mais des mesures ont également été prises en vue de définir des pratiques de ce type pour d'autres produits aquatiques (tilapia, poisson-chat, mollusques, anguille, etc.) et pour la pisciculture marine en cages.

19. Dans le domaine de la crevetticulture, le Consortium a constaté que, lorsqu'elles sont bien conçues, les pratiques améliorées de gestion peuvent aider les producteurs à:

- Augmenter l'efficacité et la productivité, en diminuant les risques de problèmes sanitaires au niveau des crevettes;
- Réduire l'impact de l'élevage sur l'environnement ou en atténuer les effets;
- Améliorer la sécurité sanitaire et la qualité des produits alimentaires issus de la crevetticulture;
- Améliorer les avantages sociaux liés à la crevetticulture, ainsi que le degré d'acceptation sociale et la viabilité du secteur.

20. Pendant ses travaux, le Consortium a répertorié plusieurs pratiques améliorées spécifiques liées à différentes activités mises en œuvre au niveau de l'exploitation ou hors exploitation, qui varient du point de vue de leur intensité, de leur échelle et des espèces concernées. Ces pratiques ont ensuite été analysées pour comprendre comment elles ont été mises au point (par exemple, quel problème elles permettent de régler et quel résultat elles permettent d'obtenir), comment elles sont mises en œuvre et quelles mesures il conviendrait de prendre pour qu'elles soient adoptées par d'autres producteurs. Ces études ont permis de constater qu'aujourd'hui, les pratiques améliorées sont encore loin des résultats escomptés et n'ont pas atteint leur potentiel.

21. Selon toute probabilité, les pratiques améliorées d'aujourd'hui seront les normes de demain, mais ne seront plus acceptables après-demain, car elles seront devenues caduques. Il s'agit désormais d'encourager leur adoption, tout en continuant de rechercher des pratiques encore meilleures. En bref, le défi consiste à perfectionner sans arrêt les pratiques, de façon à ce qu'elles permettent de réduire les impacts, mais également qu'elles soient plus efficaces et plus rentables. L'objectif est d'améliorer la norme, plutôt que de se contenter d'établir une limite au-delà de laquelle toute activité est considérée comme étant une pratique bonne ou optimale et en deçà de laquelle elle est considérée comme inadéquate ou non acceptable.

22. Le Consortium en est arrivé à la conclusion qu'il se pourrait qu'aucune pratique « optimale » n'existe à l'heure actuelle. Cependant, il a répertorié plusieurs pratiques améliorées susceptibles, dans bien des cas, d'apporter des améliorations. Ces pratiques améliorées peuvent avoir un impact non négligeable sur l'efficacité d'utilisation de la ressource, la productivité et, surtout, sur la rentabilité, l'environnement et les aspects sociaux, par rapport à des pratiques moins performantes.

23. Les pratiques améliorées de gestion peuvent être propres à un pays ou élaborées pour une zone particulière, en tenant compte des systèmes de production locaux, du contexte socioéconomique, des marchés et des environnements. Bien qu'elles soient souvent de nature facultative, elles peuvent également être utilisées pour définir des réglementations locales, voire des programmes de certification.

### La certification dans le secteur de l'aquaculture

24. La certification des produits issus de différentes formes d'aquaculture suscite un intérêt croissant. Suite à la demande du Sous-Comité de l'aquaculture, le Consortium a élaboré un site web<sup>9</sup>, où sont affichées des informations sur la certification des produits issus de la crevetticulture et sur des questions liées à la définition et à l'application de systèmes de certification pour la crevetticulture. Le site présente des informations de nature générale sur d'autres mécanismes de certification dans le domaine de l'aquaculture et, par l'intermédiaire des liens de la section Publications, fait état d'expériences connexes réalisées dans les secteurs des pêches de capture, de l'agriculture, de la foresterie, etc. Les intervenants ont ainsi la possibilité de faire part de leurs expériences et de leur avis sur tous les aspects de la certification dans le domaine de la crevetticulture.

25. Les pêches de capture disposent de systèmes de certification depuis un certain temps. Des directives relatives à l'écoétiquetage des produits issus des pêches de capture ont été élaborées par la FAO en 2005<sup>10</sup> et des mesures sont prises en vue de définir des directives relatives à l'écoétiquetage des produits de la pêche intérieure<sup>11</sup>. L'accent est désormais mis sur la certification des produits aquacoles.

26. L'intérêt porté à la certification est stimulé par une meilleure information des consommateurs concernant les modes de production des aliments, par les problèmes récents liés à la sécurité sanitaire des aliments, ainsi que par l'intensification de la concurrence au niveau des échanges de poissons et fruits de mer. Les problèmes de sécurité sanitaire des aliments signalés récemment suite à l'analyse de produits chimiques antimicrobiens effectuée sur des crevettes d'élevage ont renforcé l'intérêt pour la certification des produits dérivés des crevettes. Plusieurs mécanismes (axés sur les processus ou sur les produits) sont en cours d'élaboration, mais pour l'instant, il n'existe pas de norme ni de systèmes de certification reconnus ou adoptés à l'échelle internationale pour les produits issus de l'aquaculture.

27. Aujourd'hui, les consommateurs sont au fait des modes de production des poissons et fruits de mer et la certification des produits aquatiques issus de l'aquaculture fait l'objet d'une attention croissante. D'une manière générale, la législation récente, tant en Europe qu'aux États-Unis, impose une certification obligatoire permettant de définir si les produits sont issus de l'aquaculture ou sauvages. De plus en plus, les marchés se rendent compte que le fait de disposer d'une certaine forme de certification permet de garantir aux acheteurs et aux consommateurs que les produits de la pêche sont sûrs et proviennent d'exploitation aquacoles ou de pêches de capture respectant des pratiques responsables de gestion.

28. À l'heure actuelle, la FAO aide le Chili à mettre au point un système de contrôle du respect des règles et de certification dans le cadre de la nouvelle loi sur la réglementation environnementale de l'aquaculture (RAMA).

29. Grâce aux *Principes internationaux pour une crevetticulture responsable*, il serait possible d'élaborer des normes régissant la certification des produits issus de la crevetticulture. En les élargissant à d'autres systèmes aquacoles et à d'autres espèces, les Principes pourraient être utilisés comme point de départ pour l'élaboration de normes relatives à la certification appliquées à d'autres produits aquacoles de valeur.

---

<sup>9</sup> <http://www.enaca.org/modules/tinyd2/index.php?id=16>

<sup>10</sup>FAO. 2005. Directives pour l'étiquetage écologique du poisson et des produits des pêches de capture marines. Rome, FAO. 2005. 90p.

<sup>11</sup>FAO Consultation d'experts - Directives relatives à l'écoétiquetage du poisson et des produits dérivés issus de la pêche intérieure. Rome (Italie). 23 - 26 mai 2006.

### Degré actuel d'application

30. Lors de la réunion des parties concernées, organisée en 2003 à Washington par le Consortium, les participants ont insisté sur le fait qu'il convenait de donner suite aux conclusions du Consortium concernant les pratiques améliorées de gestion. L'expérience a montré que l'application exigeait l'examen minutieux d'un certain nombre de facteurs. En règle générale, les questions suivantes sont considérées comme particulièrement importantes pour l'application:

- Bénéfices et coûts pour les producteurs de l'application des pratiques améliorées de gestion;
- Recherche d'impacts sociaux et environnements positifs et de synergies pour une meilleure gestion;
- Bonne compréhension des obstacles entravant l'application et des moyens envisageables pour les éviter, en particulier pour les petits producteurs (notamment en Asie), dont un grand nombre est susceptible de faire face à des contraintes spéciales;
- Recherche de moyens de planifier les solutions, de les mettre en œuvre et de les faire appliquer à l'échelle nationale et locale.

31. L'adaptation des pratiques améliorées de gestion à l'échelle locale doit reposer sur un examen approfondi des spécificités locales et se faire avec la participation des intervenants locaux. Concrètement, les pratiques sont mises en œuvre différemment à l'échelle locale; théoriquement, les exploitants devraient être soutenus et encouragés à adopter et adapter des pratiques de gestion se prêtant aux conditions locales. Les petits aquaculteurs ont particulièrement besoin de ce soutien, car ils sont nombreux à faire face à des obstacles considérables (techniques, financières et institutionnelles ou liées aux connaissances, etc.) pour adapter et adopter de meilleures pratiques de gestion.

32. De toute évidence, le respect des réglementations et l'adoption de pratiques améliorées de gestion entraînent des coûts pour les producteurs. Le fait que les aquaculteurs assument les coûts liés à la prévention du rejet d'effluents polluants dans l'environnement ne revient pas nécessairement à mettre ces coûts à la charge de la société. De plus, les autorités ont affirmé qu'en réalité, l'adoption de mesures comme les pratiques améliorées de gestion n'impliquait pas de coûts extérieurs<sup>12</sup>.

33. Même s'il se peut que les pratiques améliorées de gestion n'impliquent pas de coûts extérieurs, il est important d'aider les petits aquaculteurs à adopter ces pratiques, au lieu de laisser le marché se charger de cette transition. Un soutien public à court terme permettrait de stimuler l'adoption des pratiques améliorées de gestion, mais les systèmes de réglementation et d'autorisations peuvent également encourager l'identification et l'adoption de ces pratiques.

34. Dans la région Asie, plusieurs programmes axés sur les pratiques améliorées de gestion sont mis en œuvre dans le domaine de la crevetticulture. Ces programmes permettent de montrer concrètement la mise en valeur, la prise en charge et les bénéfices liés à l'application de pratiques de gestion responsables. En Inde et au Viet Nam, les aquaculteurs sont toujours plus nombreux à adopter des pratiques améliorées de gestion. Il a été démontré que ces pratiques augmentaient de manière considérable les rendements de crevettes et diminuaient le risque de maladies. En Inde, leur adoption a été favorisée par le fait que les aquaculteurs étaient associés au sein de groupements bénéficiant d'un soutien institutionnel adapté.

35. Dans certains cas, la mise en œuvre de ces pratiques repose sur des études de cas effectuées dans le cadre du programme du Consortium, alors que dans d'autres, les pratiques ont été élaborées dans le cadre de programmes nationaux. En Inde, la mise en œuvre de pratiques améliorées de gestion par les petits exploitants dans l'Andhra Pradesh a permis de diminuer de 65 pour cent la prévalence des maladies, de doubler la production, d'augmenter de 34 pour cent la

---

<sup>12</sup> Clay, J. 2004. Borrowed from the future. Ford Foundation. USA. 18pp.



taille des crevettes et d'améliorer leur qualité grâce à la décision de ne pas utiliser de produits chimiques interdits<sup>13</sup>. Au Viet Nam, la production d'œufs a été multipliée par 1,5 dans les installations d'alevinage appliquant des pratiques améliorées de gestion et on a constaté une hausse de 30 à 40 pour cent du prix de vente du frai, une augmentation de la production, une probabilité accrue de dégager des bénéfices, ainsi qu'une amélioration des rendements, qui étaient jusqu'à quatre fois supérieurs à ceux des étangs n'appliquant pas de pratiques améliorées de gestion<sup>14</sup>. Dans le cadre de la remise en état après le tsunami, le Consortium s'est efforcé d'appliquer les *Principes internationaux* à Aceh (Indonésie), en vue d'une remise en état durable du secteur de la crevetteculture.

### Pratiques améliorées de gestion: perspectives

36. À sa deuxième session, le Sous-Comité de l'aquaculture s'est inquiété du fait que plusieurs mécanismes de certification étaient mis en œuvre dans le domaine de la crevetteculture ou élaborés dans différents cadres et que souvent, ces mécanismes prévoyaient une participation limitée, voire nulle, des parties prenantes, ce qui peut représenter un obstacle de taille pour les échanges internationaux futurs et peut contraindre les pays en développement à s'adapter en permanence aux règles nouvelles ou modifiées régissant les échanges de produits de l'aquaculture. Le Sous-Comité a demandé à la FAO d'analyser les différents systèmes de certification en vigueur, afin d'assurer l'harmonisation des méthodes et des procédures concernant l'élaboration et l'application de systèmes de certification des produits issus de la crevetteculture.

37. Les activités menées par la FAO, en collaboration avec ses partenaires du Consortium, ont permis d'élaborer les *Principes internationaux pour une crevetteculture durable*. Ces principes serviront de point de départ pour l'élaboration de pratiques améliorées de gestion adaptées à des situations ou des lieux spécifiques qui, une fois appliquées, permettraient d'améliorer les performances du secteur et d'en renforcer la viabilité. Les normes scientifiques et certains indicateurs de durabilité nécessaires à l'établissement de systèmes de certification rationnels et crédibles font toujours défaut. Il est indispensable de s'atteler rapidement à leur élaboration.

38. Il convient de promouvoir et d'appliquer les pratiques améliorées de gestion, en particulier en tant que mesure de protection et d'aide aux petits exploitants sans moyens des pays en développement. Ces petits exploitants sans moyens doivent se regrouper au sein soit d'associations formelles, soit de groupes d'entraide. Le regroupement des aquaculteurs en associations ou en groupes peut les aider à: (a) se doter des moyens nécessaires pour démarrer une activité d'aquaculture et la maintenir; (b) demander et obtenir des services institutionnels et une assistance technique et les prendre à leur charge; (c) réagir plus efficacement aux catastrophes naturelles et aux risques économiques; (d) faire face aux obstacles entravant la propriété et l'accès aux ressources financières et (e) acquérir et mettre à profit des capitaux et des valeurs d'exploitation<sup>15</sup>.

39. L'expérience de la FAO et du Réseau de centres d'aquaculture pour la région Asie-Pacifique dans le domaine de l'application des pratiques améliorées de gestion au secteur de la crevetteculture artisanale, au moyen des « groupements » d'aquaculteurs, a été particulièrement fructueuse<sup>16</sup>. En plus d'une nette augmentation de la production et des revenus, les groupes d'aquaculteurs ont été en mesure de faire face au défi consistant à se protéger contre les retombées de l'application de normes commerciales internationales.

<sup>13</sup> MPEDA/NACA 2004. MPEDA/NACA Technical assistance on shrimp disease and coastal management. Report on village demonstration programme-2004. Network of Aquaculture Centres in Asia-Pacific, Bangkok (Thaïlande). pp119

<sup>14</sup> NACA/SUMA/FSPS/MOFI. 2005. Reducing the risk of aquatic animal disease outbreaks and improving environmental management of coastal aquaculture in Viet Nam: final report of the NACA/SUMA projects FSPS1 [http://library.enaca.org/NACA-Publications/NACA-SUMA\\_Project\\_Completion\\_report.pdf](http://library.enaca.org/NACA-Publications/NACA-SUMA_Project_Completion_report.pdf)

<sup>15</sup> ADB. 2004. An Evaluation of Small-Scale Freshwater Rural Aquaculture Development for Poverty Reduction. Vol I, ADB, Manila. 67pp. <http://www.adb.org/Publications>

<sup>16</sup> Improving the sustainability of small-scale shrimp aquaculture: experiences in cluster management. *FAO Fisheries Technical Paper* (en cours d'élaboration).



### **Autorégulation**

40. Le fait d'organiser le secteur productif en sociétés d'aquaculteurs, en groupements ou en groupes d'entraide permettra de renforcer l'application ou le respect des exigences en vigueur ou de celles prévues en matière de réglementation du secteur. Lorsque les aquaculteurs seront suffisamment maîtres de la situation pour gérer leurs systèmes et leurs pratiques et agir de manière concertée, la gouvernance du secteur sera nettement renforcée. Grâce à l'autorégulation, il ne sera plus nécessaire d'appliquer des obligations et des réglementations aussi rigoureuses et les coûts liés à leur application seront réduits. De plus, l'autorégulation atténue les effets négatifs de l'application des règlements, qu'elle soit excessive ou laxiste.

### **Conclusions**

41. L'élaboration de principes régissant une meilleure gestion de l'aquaculture permet aux intervenants des gouvernements et du secteur privé d'améliorer la gestion du secteur. Ces principes servent de point de départ aux mécanismes juridiques et volontaires régissant le secteur de l'aquaculture; il convient de poursuivre leur élaboration et leur promotion. Les *Principes internationaux pour une crevetticulture responsable* permettent d'aller de l'avant dans ce domaine; notamment en concrétisant ces principes sous forme de pratiques, de normes et de mécanismes de certification. Le Sous-Comité a souligné qu'il convenait d'agir sans plus tarder.

42. À cet égard, il est demandé au Sous-Comité de:

- faire part de ses observations sur la situation en ce qui concerne la gestion de l'aquaculture, l'application de pratiques améliorées de gestion et la certification des produits et pratiques aquacoles dans les États Membres,
- faire part de ses observations sur les possibilités d'élaborer et d'appliquer des pratiques améliorées de gestion et des systèmes de certification pour l'aquaculture et les produits aquacoles dans les États Membres, ainsi que sur les contraintes y afférentes,
- conseiller la FAO sur les mesures à prendre, pendant la période intersessions, en vue de poursuivre l'élaboration de principes internationaux, de pratiques améliorées de gestion, de normes relatives à la certification et d'autres mécanismes visant l'amélioration de la gestion de l'aquaculture,
- faire part, le cas échéant, de son intérêt pour une collaboration avec le Secrétariat, pendant la période intersessions, sur les principes, les pratiques améliorées de gestion, les normes relatives à la certification, etc., concernant différents produits aquatiques et proposer son aide à cet effet.